

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 466 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 466
Mars-Avril-Mai 2003
40^e année

DANS CE NUMERO

- Le marxisme et l'immigration des prolétaires
- Les luttes de classes et d'Etats dans le monde des peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste (2)
- Février 1933: L'incendie du reichstag
- Nouvelles du frontisme politique: propositions unitaires à propos de la guerre
- Grèves chez Arcade et AVCO
- La Turquie, poubelle de l'Europe
- Précisions sur un site internet

Solidarité de classe avec les sans-papiers en lutte!

Le tintamarre médiatique sur la crise irakienne a bien servi au gouvernement français pour faire passer discrètement ses mauvais coups anti-ouvriers. Cela a été le cas pour les mesures répressives contre les travailleurs sans-papiers dont les luttes se sont déroulées dans un isolement presque général. A Saint Denis il a fallu 42 jours de jeûne à 7 sans-papiers pour qu'ils décrochent des autorisations provisoires de séjour ou des perspectives de régularisation. A Bordeaux une centaine de sans-papiers kurdes est confrontée à la répression et aux menaces d'expulsions vers la Turquie (l'un d'eux a été immédiatement arrêté à sa descente d'avion après son expulsion). Des grèves de la faim ont également lieu à Toulouse et à Rouen.

Il y a quelques mois Sarkozy avait joué la comédie d'une éventuelle ouverture envers les travailleurs sans-papiers et de la suppression de certaines mesures répressives comme la double peine. Ce n'était que de la poudre aux yeux pour désorienter les travailleurs, mais cela a suffi à certaines organisations pour saluer les soit-disant avancées ministérielles ou se désintéresser de prolétaires qui s'obstinaient à revendiquer. Le masque est depuis tombé et c'est la répression qui s'impose. Les déportations de sans-papiers par charters (qui avaient été imaginées par Edith Cresson lorsqu'elle était premier ministre socialiste) ou sur des vols réguliers, ont repris, Sarkozy s'étant fixé le chiffre de 10.000 expulsions à réaliser. Elles ont déjà fait 2 morts, étouffés par les policiers qui voulaient les empêcher de résister à leur expulsion - 2 victimes prolétariennes de notre gouvernement antifasciste.

Une particularité du gouvernement actuel est la répression envers les «gens du voyage» (les gitans ou roms); les expulsions policières brutales de leurs campements se multiplient, les «reconduites aux frontières» sous prétexte de revenus insuffisants deviennent habituels, des mesures législatives ou administratives particulièrement sévères sont prises contre cette population désignée officiellement à la vindicte publique («Les gens du voyage dans le collimateur de Sarkozy» titre Le Figaro du 18/4): pour installation non autorisée, 3 ans de prison, retrait du permis et confiscation des véhicules, etc.

Un nouveau projet de loi présenté par le

(Suite en page 3)

L'Irak, c'est le monde !

La guerre déclenchée par les anglo-américains contre l'Irak de leur ancien allié Saddam Hussein s'inscrit dans une situation historique qui voit les impérialistes les plus agressifs prendre l'initiative pour contrecarrer non seulement les facteurs de crise économique qui

Avec les événements du 11 septembre 2001 les Etats-Unis, avions nous écrit, ont été catapultés à la limite de deux époques. Les rythmes de la concurrence sur le marché mondial s'accéléraient et la nécessité d'un nouveau partage du monde se faisaient plus pressantes. L'époque des interminables négociations sous l'auspice des Nations Unies (tombées depuis longtemps dans une impuissance qui avait déjà été démontrée lors des guerres yougoslaves) s'achevait: les rivalités entre les centres capitalistes rapprochaient l'heure des affrontements - même si ce n'est pas encore sur le terrain militaire. L'attaque contre les Twin Towers et le Pentagone donnèrent à l'administration Bush le prétexte d'adopter officiellement la doctrine de la **guerre préventive** contre le «terrorisme international». L'impérialisme le plus puissant de la planète, celui qui possède les forces militaires et les moyens de destruction de masse les plus écrasants qu'un Etat ait jamais eus, déclara à la guerre à... l'Afgha-

nistan, un des pays les plus misérables du monde pour le seul fait de protéger et cacher l'organisation d'Ousama Ben Laden (Al Quaida) accusée d'être l'auteur des attentats du 11 septembre. En réalité ce qui avait commencé avec l'attaque contre l'Afghanistan des Talibans, c'est un nouveau cycle d'affrontement entre les plus grands centres impérialistes du monde.

Un peu plus de 10 ans après l'effondrement de l'URSS et de son système d'Etats satellites qui semblait offrir à l'économie américaine super-productive un débouché pour ses marchandises et ses capitaux, les Etats-Unis doivent faire face à un gigantesque déficit. Dans le même temps quelques uns de ses plus grands concurrents ont tiré profit de cet effondrement et soustrait au dollar une zone d'influence convoitée depuis longtemps: l'Europe de l'Est. L'Allemagne, première bénéficiaire en Europe de l'écroulement soviétique, a pu élargir ses frontières en réalisant en octobre 1990 l'an-

tenaient tout le système capitaliste international, mais aussi la concurrence avec les autres centres impérialistes - Berlin, Paris, Moscou, Pékin - qui ont manifesté ces derniers temps des signes croissants d'hostilité à l'hégémonie américaine au niveau mondial.

nexion de la RDA et revenir jusqu'aux frontières de la Pologne, cette bouchée régulièrement dévorée tantôt par les Russes, tantôt par les Allemands (et qui cherche toujours en vain un appui extérieur, hier la France, aujourd'hui les Etats-Unis). Avec les guerres balkaniques de 1991-95, la désintégration de la Yougoslavie et la constitution de nouveaux Etats indépendants, l'Allemagne est redevenue l'impérialisme dominant dans la région.

La Russie post-soviétique a inévitablement perdu son influence non seulement sur l'Europe de l'Est et dans les Balkans (où elle maintient encore des liens avec la Serbie), mais surtout sur ses anciens territoires: les républiques baltes, les républiques caucasiennes, les républiques asiatiques, l'Ukraine. Cela ne signifie pas qu'elle n'essaye pas de reconquérir cette influence; au contraire ces efforts ne peuvent que s'accroître et

(Suite en page 2)

Lénine:

La propagande de paix sans appel à l'action révolutionnaire ne peut que semer des illusions

Dans le n° précédent du «Prolétaire» nous avons donné quelques citations de Lénine sur la tactique du défaitisme révolutionnaire; nous poursuivons ici en publiant quelques extraits rappelant que

le marxisme, étranger à tout pacifisme, indique la nécessité pour le prolétariat d'opposer sa violence à la violence bourgeoise, sa guerre civile révolutionnaire à la guerre impérialiste bourgeoise.

Notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des **guerres civiles**, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe).

Après ce rappel, Lénine en vient à examiner les arguments les plus courants sur la guerre mondiale en cours. Il n'est pas difficile de constater qu'on retrouve aujourd'hui

au fond les mêmes: dans les pays dont le gouvernement s'est opposé à la guerre, tout le monde ou presque dénonce les motifs impérialistes, mais finalement de plus en plus nombreux sont ceux qui pensent que les anglo-américains apporteraient malgré tout la «démocratie» au peuple en renversant le régime de Saddam Hussein.

(...) Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'**impérialisme** est le degré suprême du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX^e siècle (...). Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces "potentats du capital", sous la forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. A la liberté de commerce et à la concurrence se sont substitués les tendances au monopole, à la conquête des terres pour y investir des capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations (...). Il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialis-

me, ou bien à subir pendant des années et même des dizaines d'années, la lutte armée des "grandes" puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature (1)

Depuis que ses phrases ont été écrites, l'humanité amalheureusement effectivement connu des dizaines d'années de lutte armée et de guerres pour le maintien du capitalisme et des positions relatives des grandes puissances - toujours bien entendu, au nom de la liberté, de la démocratie et de... la paix.

L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le **pacifisme** et la propagande abstraite de la paix. En régime capitaliste et particulièrement à son stade impérialiste les guerres sont **inévitables**. Mais par ailleurs les social-démocrates ne sauraient nier ni la valeur positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres non impérialistes, telles que celles menées de 1789 à 1871 pour le renversement de l'oppression nationale et la création, à partir d'Etats morcelés, d'Etats capitalistes nationaux, ou en core de guerres **éventuelles** visant à sauvegarder les conquêtes d'un prolétariat **victorieux** dans sa lutte contre la bourgeoisie.

(...) A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'**action révolutionnaire** des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et

(Suite en page 3)

L'Irak, c'est le monde !

(Suite de la page 1)

provoquer des contrastes tant vis-à-vis de l'Allemagne qui est devenue un partenaire économique important de ces pays, que vis-à-vis des Etats-Unis, partenaire économique important, eux aussi, mais qui cherchent surtout à établir des têtes de pont militaires dans ces pays. Enfin la Chine qui a repris possession sans guerre de Hong Kong et Macao entre 1997 et 1999 connaît une croissance soutenue qui en fait une puissance économique notable et surtout une puissance régionale dangereuse. Politiquement elle a évité de connaître le sort de l'URSS, mais il n'est pas dit que cela ne puisse lui arriver, peut-être à la suite d'une crise économique qui jettera sur le pavé une partie importante des travailleurs chinois et qui facilitera l'agression économique des centres impérialistes les plus intéressés au marché chinois: le Japon et les Etats-Unis.

LE SORT DES IMPÉRIALISMES EUROPÉENS SE JOUE AU MOYEN-ORIENT

Mais c'est à nouveau le Moyen-Orient qui reprend feu, et pas seulement à cause du pétrole qui est cependant un enjeu permanent pour l'économie capitaliste et donc pour les divers impérialismes. Au Moyen-Orient se joue une nouvelle fois le sort des puissances impérialistes européennes. Le tremblement de terre moyen-oriental est destiné à cadencer les cycles de crise économique et politique capitaliste. Comme toujours aucun impérialisme ne peut rester indifférent à ce qui se passe dans cette région: tous, même ceux qui semblent aujourd'hui peu intéressés par les événements, comme par exemple le Japon (deuxième partenaire économique de l'Arabie Saoudite après les Américains), sont en réalité impliqués: quand le partage des zones d'influence entre impérialismes devient plus difficile et tendue, toutes les puissances capitalistes sont inévitablement conduites à faire tous leurs efforts pour ne pas se laisser dominer par les concurrents.

Nous soutenons depuis longtemps que les contradictions interimpérialistes se dirigent toujours plus vers une aggravation des tensions entre les Etats-Unis (et la Grande-Bretagne à leur suite) et le reste du monde. C'est une question d'hégémonie sur le marché mondial, une question de contrôle des flux de capitaux et une question de contrôle des zones considérées comme stratégiques (du point de vue économique comme du point de vue militaire). «*A l'échelle mondiale, la force d'expansion et d'agression la plus violente, peu importe si elle se traduit en armes, en dollars ou en boîtes de conserve, c'est celle qui couve dans les entrailles du gigantesque appareil productif des Etats-Unis*» écrivions-nous en 1950, à l'époque de la guerre de Corée (1).

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale les Etats-Unis constituent la puissance impérialiste la plus importante, le rempart le plus solide et le mieux armé du capitalisme international, le gendarme le plus agressif de la conservation bourgeoise, la force réactionnaire la plus puissante que le mouvement prolétarien et la révolution devront affronter. Si tout ce qui affaiblit l'impérialisme en chef est donc vu avec faveur par les marxistes, cela ne peut et ne doit en aucune façon signifier un soutien quelconque aux forces bourgeoises qui s'opposent et s'opposent aux Etats-Unis. Depuis cinquante ans les crises économiques capitalistes qui se sont succédées et qui ont parfois été d'une très grande ampleur, n'ont pas réussi à donner le choc suffisant pour engendrer ce qui est pour nous le facteur décisif: la reprise de la lutte de classe internationale - et cela pour des raisons qui ne sont pas seulement politiques, qui ne sont pas seulement liées à l'action collaborationniste des organisations politiques et syndicales réformistes.

La maturation des contradictions produites par une concurrence toujours plus aiguë a pu être amortie par la politique menée par les grands Etats bourgeois au cours de toutes ces décennies. «*La nouvelle méthode tendant à planifier l'économie capitaliste - dit un de nos textes de parti - constitue, par rapport au libéralisme classique illimité, désormais dépassé, une forme d'auto-limitation du capitalisme et amène à niveler l'extorsion de la plus-value autour d'une moyenne. On adopte les mesures réformistes réclamées depuis des décades par les socialistes de droite, ce qui réduit les formes extrêmes et aiguës d'exploitation patronales, tandis que se développent les formes d'assistance matérielle. Tout cela tend à retarder les crises d'affrontement entre les classes et les contradictions du mode de production capitaliste, mais il serait sans aucun doute impossible d'y parvenir si on ne réussissait pas à concilier dans une certaine mesure la répression ouverte à l'encontre des avant-gardes révolutionnaires et certaines concessions aux besoins économiques les plus impérieux des masses. Ces deux aspects du drame historique que nous vivons se conditionnent l'un l'autre*» (2)

Cette autolimitation de l'extorsion de plus-value valaient en fait pour les pays capitalistes développés; dans les colonies, semi-colonies, dans les pays peu développés mais riches de matières premières, le taux d'exploitation de la main d'oeuvre, le taux d'extorsion de la plus-value était très élevé et les concessions aux besoins économiques des masses très faibles. L'exploitation bestiale des masses laborieuses de ces pays permettait même aux capitalistes d'accorder quelques miettes aux prolétaires des pays riches sous forme de «garanties» ou de réserves autrefois impensables: la bourgeoisie pouvait leur redistribuer une petite fraction des profits qu'elle tirait de l'exploitation des prolétaires et des masses paysannes des pays sous-développés.

Mais cette méthode de conduite de l'économie ne pouvait durer éternellement; plus s'accroissent les difficultés économiques et plus deviennent coûteuses et finalement insupportables les mesures d'autolimitation de l'extorsion de la plus-value.

L'agressivité toujours plus grande du capitalisme sur le marché mondial se réverbère donc aussi à l'intérieur de chaque pays. La violence économique est destinée à s'exercer de plus en plus ouvertement et sans frein aucun: les vagues de licenciements se succèdent les uns après les autres, les cadences de travail ne cessent d'augmenter avec en conséquence les accidents du travail, la précarité ne cesse de gagner du terrain, en un mot l'incertitude du lendemain se généralise de plus en plus à toute la classe ouvrière - y compris à ceux qui se croyaient définitivement «protégés» par leur statut de fonctionnaires.

Et avec la concurrence toujours plus acharnée, s'accroissent les probabilités de guerres dans les zones «stratégiques» pour le capitalisme

* * *

La guerre contre l'Irak a eu comme prétexte le «désarmement» de l'Irak, c'est-à-dire la destruction de ses armes de «destruction massive». La mascarade des inspections de l'ONU n'a en réalité servi qu'à donner le temps nécessaire aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne pour préparer la guerre, pour enrôler le maximum d'Etats dans leur «coalition» (comme lors de la guerre contre la Serbie) et pour se préparer à une longue occupation militaire de l'Irak.

L'Irak qui recèle dans son sol les deuxièmes réserves pétrolières du monde (et peut-être davantage encore), représente aussi, tout comme l'Afghanistan - une véritable charnière géopolitique, au contact de la Turquie, du Golfe persique et du proche orient islamique. De ce point de vue Bagdad et Kandahar

se ressemblent, même si le degré de développement capitaliste n'y est pas comparable.

La guerre contre l'Irak, qui a duré moitié moins de temps que la guerre contre les Talibans, est une véritable guerre de rapine, de pillage impérialiste. Elle constitue pour les Etats-Unis le coup d'envoi à un repartage du monde, en opposition en réalité beaucoup moins à un régime irakien qu'après 12 ans d'embargo ne tenait guère sur pied, qu'à ses concurrents impérialistes qui essayaient de mettre la main sur les précieux gisements pétroliers.

Lors de la précédente guerre du Golfe les Etats-Unis avaient chassé l'armée irakienne du Koweït - et laissé tout à fait volontairement au régime les armes et les soldats suffisants pour écraser les révoltes des Chiites au sud et des Kurdes au nord qu'ils prétendent aujourd'hui vouloir libérer et venger de cet écrasement! En même temps les Etats-Unis s'installaient en Arabie Saoudite, au Koweït, dans les Emirats Arabes Unis et au Qatar, soit-disant temporairement, mais ils y sont encore: cela montre ce que valent les affirmations actuelles selon lesquelles ils ne resteront que peu de temps en Irak...

GUERRE PRÉVENTIVE CONTRE LES IMPÉRIALISMES CONCURRENTS

La «guerre préventive» qui a servi de drapeau aux récentes interventions du militarisme américain n'est en réalité pas dirigée contre le terrorisme international de Ben Laden, du Hezbollah, du Hamas ou de Saddam Hussein; elle est dirigée contre les puissances impérialistes capables de causer des problèmes à l'hégémonie des Etats-Unis sur le marché mondial. L'affrontement diplomatique entre les anglo-américains et l'axe franco-allemand sur le déclenchement ou non d'une guerre contre l'Irak avant d'avoir trouvé des preuves de l'existence d'armes de destruction massive montre que les heurts d'intérêts entre ces impérialismes respectifs a atteint un niveau de tension hier encore impensable. Ni Berlin ni Paris ne sont d'innocentes colombes, intéressées seulement à maintenir une paix perpétuelle. Ce sont d'authentiques brigands impérialistes comme c'est démontré dans le cas de la France par son occupation militaire en Côte d'Ivoire ou ses envois de soldats en Centrafrique; quant à l'Allemagne, depuis 1994 son parlement a adopté une loi pour autoriser l'envoi de ses troupes à l'étranger, y compris en dehors du cadre de l'OTAN, ce qu'elle n'a pas tardé à faire. Les deux compères organisent d'ailleurs un sommet dans la perspective de mettre sur pied une force militaire européenne indépendante des Etats-Unis.

Les plans américains d'invasion de l'Irak et de son occupation militaire étaient prêts depuis des années. Il fallait seulement attendre le moment opportun. Les moments des guerres ne sont pas «décidés» par les gouvernements, mais bien plutôt déterminés par la maturation des oppositions entre puissances impérialistes, qu'elles soient mondiales ou régionales. La persistance de la récession américaine, l'absence de reprise économique au Japon et en Europe, l'éclatement de la bulle spéculative qui portait la bourse américaine et en conséquence toutes les bourses du monde, les difficultés commerciales, tout cela poussait les autorités américaines à se tourner vers son industrie d'armements, secteur économique très important, et en conséquence vers le militarisme pour donner de l'oxygène à l'économie. La doctrine de la «guerre préventive» couvre de fait la mobilisation des ressources du pays vers le militarisme le plus prononcé ce qui ne peut pas pas déboucher sur une politique d'agression à l'extérieur. Les attentats du 11 septembre n'ont pu qu'amplifier ce phénomène en lui donnant des arguments de premier ordre. Les accents fondamentalistes qui marquent tous les discours de Bush (la lutte des Etats-Unis est celle du Bien contre le Mal) épousent à merveille l'agressivité militaire du Pentagone et servent à justifier les dizaines de milliards de dollars de crédits militai-

res alloués au complexe militaro-industriel.

En ce qui concerne Berlin et Paris, leur opposition «de principe» à la guerre est déterminée par le fait qu'ils se sentaient assez forts pour ne plus céder aux desiderata de Washington, pour ne plus sacrifier sans protester leurs intérêts à ceux américains. Leur «pacifisme» de façade est destiné à se dissiper rapidement après la chute du régime de Saddam pour laisser la place à l'action diplomatique afin d'essayer de ne pas laisser échapper les affaires de la reconstruction ou de ne pas faire une croix sur leurs intérêts pétroliers ou financiers. Mais Washington entend bien se réserver le gâteau, avec une partie pour récompenser les fidèles Britanniques, peut-être une bouchée pour les Espagnols, voire, qui sait?, une miette pour les Italiens représentés par l'ondoyant mais pro-américain Berlusconi. La victoire des anglo-américains rend de fait caducs les accords passés par le régime précédent pour l'exploitation des gisements pétroliers: les Russes, les Français, les Allemands en seront exclus. En définitive les tensions interimpérialistes n'en seront pas atténuées mais aggravées.

LA DICTATURE DE SADDAM EST TOMBÉE, LA DICTATURE DU CAPITAL CONTINUE!

En Irak les Etats-Unis dicteront les règles de la constitution d'un nouveau régime, moins en raison de leur victoire militaire que parce qu'ils occupent le pays. Les populations qui espéraient la chute de Saddam Hussein devront constater la primauté des intérêts de la puissance occupante. Toutes les contradictions d'une société soumise à l'oppression interne de la dictature et à l'oppression externe d'un embargo qui a semé mort, misère et faim pendant 12 ans n'ont pas disparu: seules s'y ajoutent l'occupation militaire et les destructions de la guerre. Après la chute du régime et la désagrégation de son appareil, dans une situation où aucun mouvement politique digne de ce nom n'a eu la possibilité de se constituer, il ne reste que l'appareil religieux pour prétendre à la direction de la population et à son contrôle. Au-delà de la disparition du Raïs et des hauts dignitaires (morts sous les bombes, en fuite ou cachés dans quelque souterrain), il est probable que des fractions liées à son régime ou que des groupes fondamentalistes apparaissent pour orienter le mécontentement des masses pauvres de la population dans une opposition aux Américains et dans la création de groupes de guérillas. Le futur de l'Irak sous occupation anglo-américaine est promis à être tout sauf paisible, les perspectives pour sa population sont tout sauf roses, même si la chute de la dictature peut leur faire espérer les merveilles de la démocratie.

En réalité la prochaine démocratie impérialiste que les anglo-américains instaurent en Irak aura pour but d'enrégimenter les prolétaires irakiens dans un ordre social adapté à l'exploitation la plus efficace au profit des capitaux étrangers qui s'y seront investis comme de la bourgeoisie irakienne à qui sera confiée la tâche de contrôle social et de police. Il est bien possible que les prochains gouvernements démocratiques n'en arrivent pas comme Saddam Hussein à gazer plus de 5000 Kurdes dans un seul village pour écraser leurs aspirations indépendantistes, ou à massacrer des milliers d'opposants dans ses prisons. Il est cependant hors de doute que les conditions de vie des prolétaires et des masses irakiennes ne s'amélioreront pas avec la future démocratie et que le visage autoritaire et répressif de celle-ci apparaîtra bien vite.

Les prolétaires des grandes métropoles capitalistes qui sont impliqués par leur bourgeoisie dans les guerres ou dans les affaires liées aux massacres militaires (reconstruction, «aides humanitaires») doivent rompre la soumission à l'ordre bourgeois et la complicité que la classe dominante forge en permanence, en particulier par l'intermédiaire des partis et organisations collaborationnistes. Ils doivent rompre la prétendue communauté d'intérêts pour la défense de la liberté: cette liberté n'est pas autre chose que

la liberté pour les capitalistes d'exploiter la force de travail salariée, la liberté de s'approprier la richesse sociale, la liberté de jeter sur le pavé et dans la misère les travailleurs aux seules fins de défendre leurs privilèges sociaux liés à la propriété privée.

La libération de la dictature de Saddam Hussein que saluent les propagandistes bourgeois et les journalistes du monde entier, ne débouchera en réalité que sur l'approfondissement d'une dictature bien plus solide, bien plus perverse, bien plus oppressive, qui est la **dictature du capital**, de son mode de production et de sa société. Saddam Hussein était le fils de la bourgeoisie dominante, son pouvoir dictatorial n'était qu'une expression de la dictature de cette classe. L'élimination de Saddam - qu'aucun prolétaire ne regrettera - ne représente pas l'affaiblissement du capitalisme, mais seulement la disparition d'un de ses instruments particulièrement odieux. Qu'il soit remplacé par un Chalabi, un Khomeiny irakien ou tout un parlement ne changera rien au fait que continuera à régner la loi du capital, la loi du profit, avec d'autant plus de force que le régime naîtra sous les égides du super-capitalisme américain - et

que les prolétaires irakiens devront le combattre.

L'Irak, c'est le monde avons nous intitulé cet article, en paraphrasant le titre d'un écrit de 1950 consacré à la guerre de Corée. Nous lui emprunterons encore la conclusion, toujours valable aujourd'hui encore, si l'on remplace Corée par Irak:

«*La Corée, c'est le monde entier; coréens sont les prolétaires du monde entier, victimes prédestinées du troisième conflit mondial. Le capitalisme qui les divise en camps opposés, les unifie involontairement, par la logique même de son développement, dans un destin commun. Pour la critique marxiste, l'impérialisme est la traduction sous forme spectaculaire et violente de la crise permanente d'une société en putréfaction: sa marche terrible, gigantesque et implacable ne peut lui cacher la réalité que les journalistes, les idéologues, les pontifes religieux ou laïcs de la société ont le même intérêt à camoufler derrière les rideaux de fumée des journaux et des canons: en même temps qu'il pousse à leur plus haut degré de tension les manifestations de violence, d'arrogance, d'oppression du mode de produc-*

tion bourgeois, l'impérialisme pousse et poussera toujours plus à l'extrême ses contradictions internes, les raisons objectives de sa désagrégation, les potentialités subversives des forces subjectives nées en son sein qui seront appelées à le détruire. Si la guerre trouve son point de départ dans la défaite de la classe ouvrière, si la voie des entreprises de l'impérialisme est signée par le déclin de la révolution internationale, c'est dans sa dynamique même que résident les facteurs de la reprise révolutionnaire du prolétariat.

L'impérialisme utilisera ou n'utilisera pas la bombe atomique comme instrument technique de la guerre; mais ce que l'impérialisme ne pourra éviter de recevoir en pleine figure, si grande que semble aujourd'hui sa toute-puissance, c'est la bombe atomique de la révolution internationale et internationaliste de la classe ouvrière» (3).

(1) cf «*Corée à il mondo*» sur «Prometeo» (alors la revue théorique du parti), novembre 1950, n°1

(2) cf «*Force, violence, dictature dans la lutte de classe*», Textes du P.C. International n°6, p. 30.

(3) cf «*Corea...*», op. cit.

« Il Comunista » n°84 (Bimestrale) Maggio 2003

-Iraq è il mondo
-Metalmeccanici: l'ennesima presa in giro dei sindacati collaborazionisti
-Italia borghese, bellicista e codarda
-Gas e petrolio nel Golfo di Guinea
-Il militarismo e la guerra (...). La via d'uscita sta solo nella lotta di classe del proletariato (...)
-Aumentano i fattori di contrasto fra Stati Uniti ed Unione Europea
-Alla guerra delle bombe fa da contraltare la guerra degli aiuti umanitari
-Sul filo del tempo. Oriente
-Disoccupazione americana
-Di lavoro si muore !

Le marxisme et l'immigration des prolétaires

Le phénomène de l'immigration des prolétaires n'a rien de nouveau et les marxistes ont abondamment traité ce thème, à commencer par Engels lui-même dès 1845 dans son livre sur «La situation de la classe laborieuse en Angleterre». Marx en parle dans *Le Capital*, entre autres dans le passage suivant:

«*Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre d'ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires.*

L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve et en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital» (1). En résumé, la bourgeoisie utilise l'importation de travailleurs étrangers afin de grossir l'armée industrielle de réserve et augmenter la concurrence, cette «guerre de tous contre tous», entre prolétaires.

Marx détaille ce phénomène de la concurrence entre ouvriers «nationaux» et immigrés pour ce qui est des ouvriers irlandais en Angleterre et ses remarques sont extrêmement riches d'enseignement: «*A cause de la concentration croissante de la propriété de la terre, l'Irlande envoie son surplus de population vers le marché du travail anglais, et fait baisser ainsi les salaires, et dégrade la condition morale et matérielle de la classe ouvrière anglaise.*

Et le plus important de tout! Chaque centre industriel et commercial en Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles, les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais.

L'ouvrier anglais moyen hait l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se sent un membre de la nation dominante, et ainsi se constitue en un instrument des aristocrates et des capitalistes

de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre le travailleur irlandais. Son attitude envers lui est très semblable à celle des «pauvres blancs» envers les «nègres» des anciens Etats esclavagistes des USA. L'Irlandais lui rend d'ailleurs la pareille, et avec intérêt. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'instrument stupide de la domination anglaise en Irlande.

Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente » (2).

De même aujourd'hui la classe capitaliste est parfaitement consciente que la division entre prolétaires immigrés et français est un facteur clé de la paralysie de la classe ouvrière et elle entretient par tous les moyens cette division, cette hostilité, ce racisme, ce sentiment de supériorité nationale; cela se traduit dans les syndicats et jusque dans beaucoup d'organisations qui se disent «ouvrières» ou «révolutionnaires» par une indifférence foncière envers le sort de cette fraction importante du prolétariat.

* * *

Un autre point, le rôle potentiellement très important pour la lutte prolétarienne et son internationalisation que joue l'immigration est souligné par Lénine:

«*Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés.*

Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette

moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc... » (1).

Et il ajoute: «*La bourgeoisie cherche à diviser en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre. Les ouvriers cons-*

cients, comprenant qu'il est inévitable et progressif que le capitalisme brise toutes les cloisons nationales, s'efforcent d'aider à éclairer et à organiser leurs camarades des pays arriérés».

Voilà quelle devrait être l'attitude constante des prolétaires et de leurs organisations de classe, voilà quelle est notre perspective!

(1) «*Le Capital*», Livre 1, 7,25

(2) Lettre à S. Meyer et A. Vogt, 9/4/70.

(3) «*Le capitalisme et l'immigration des ouvriers*», Lénine, Oeuvres, Tome 19.

Solidarité de classe avec les sans-papiers en lutte!

(Suite de la page 1)

ministère de l'Intérieur vise à durcir la triste-ment célèbre Loi Chevènement, la double peine n'est pas supprimée, la durée légale d'emprisonnement des sans-papiers dans des centres dits «de rétention» (les fameuses «prisons clandestines» qui avaient été légalisées sous Mitterrand et dont les conditions lamentables sont régulièrement dénoncées dans la presse) passe de 12 à 30 jours (voire 60 dans certains cas), l'obtention de la carte de 10 ans est rendue plus difficile, de même que le regroupement familial, etc.

Toutes ces mesures (il faudrait aussi parler de la répression policière contre les réfugiés de Sangatte) s'inscrivent dans la politique traditionnelle de la bourgeoisie française, appliquée par ses gouvernements de droite comme de gauche, de maintenir dans une situation de précarité extrême, dans un véritable état d'exception, une fraction importante du prolétariat. Au-delà même des prolétaires sans-papiers, que les mesures gouvernementales successives ne veulent surtout pas faire disparaître car ils sont indispensables à certains secteurs du capitalisme français, c'est en effet toute la fraction immigrée de la classe ouvrière qui est visée en permanence comme suffirait d'ailleurs à le prouver l'attitude quotidienne de la police et plus généralement d'à peu près toutes les institutions bourgeoises. En affaiblissant une partie de la classe ouvrière, en l'intimidant par les vexations de toutes sortes, en en faisant la cible d'un racisme capillaire de façon à creuser un fossé entre prolétaires français et étrangers, on affaiblit toute la classe ouvrière.

La lutte contre le racisme et toutes les mesures anti-immigrés, la solidarité avec les

travailleurs sans-papiers, est donc une **revendication de classe** et non une revendication «humanitaire» ou «démocratique». Afin de pouvoir reconstituer la force de la classe ouvrière, la solidarité avec les luttes et les revendications élémentaires des prolétaires sans-papiers est indispensable. En effet comment la classe ouvrière pourrait-elle résister avec des chances de succès aux patrons et à l'Etat bourgeois si elle restait divisée entre immigrés et autochtones, entre réguliers et sans-papiers? Ce n'est pas par charité chrétienne que les prolétaires français doivent soutenir et être solidaires des prolétaires étrangers et des sans-papiers, mais par intérêt de classe bien compris. Leurs adversaires ne sont pas leurs frères de misère qui n'ont pas le même passeport, mais les patrons et leurs laquais; la seule frontière qui compte c'est celle qui sépare les exploités des exploités, les opprimés des oppresseurs, la **frontière de classe**.

- Régularisation sans condition de tous les sans-papiers et obtention automatique de la carte de 10 ans. - Libération de tous les sans-papiers - Arrêt des expulsions, des harcèlements policiers. - Droit au regroupement familial. - Abolition des lois Chevènement - Sarkozy. - Suppression de la double peine. - liberté de circulation pour les travailleurs.

Voici quelles sont les revendications pressantes que les prolétaires conscients doivent en permanence soutenir - synthétisées dans le mot d'ordre général: **Non au contrôle de l'immigration!** - en sachant bien que c'est seulement l'action prolétarienne ouverte et décidée et pas le recours à des forces petites-bourgeoises ou les appels gémissants à l'Etat qui permettra, comme pour toutes les revendications ouvrières, d'obtenir satisfaction.

LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE (2)

LA DOCTRINE DES MODES DE PRODUCTION S'APPLIQUE A TOUTES LES RACES HUMAINES

(la première partie de cet article est paru sur le n°465 du Prolétaire)

LES PAGES CENTRALES DU «CAPITAL»

Suivant à vingt ans de distance les mêmes lignes rigoureuses que le *Manifeste du Parti Communiste*, l'oeuvre la plus importante de Karl Marx, où le choix des positions du parti révolutionnaire est décisif et complet, est tout autant un traité de science économique qu'une bataille livrée au capitalisme mondial. Ses chapitres fondamentaux sont ceux sur l'accumulation initiale, ou primitive, du capital.

La thèse de l'adversaire est que le mode de production par capital et salariat est «naturel» dans l'économie humaine, de même que le mode marchand d'échange des marchandises - et que l'histoire qui a conduit à l'époque moderne bourgeoise a pour principe la libération de l'humanité des horribles forces qui violentaient l'économie par des modes de production arriérés, non-civilisés et contre nature.

La démonstration centrale qui démolit à jamais cette thèse, et qui n'a plus besoin d'aucun «enrichissement» futur sur le plan théorique tant elle est exposée de façon irréfutable, consiste à établir que le mode capitaliste n'a pas accompagné la naissance de l'humanité mais qu'il a eu besoin d'une violence aussi non-naturelle qu'inhumaine pour apparaître.

Une des parties de la démonstration de cette épopée bourgeoise de brigandage et d'extermination qu'a été l'accumulation initiale porte dès le parfait texte de départ, sur l'oeuvre de la classe dominante dans la race blanche qui avait déjà pillé et exterminé dans les pays d'origine dans les continents d'outre-mer et parmi les malheureux peuples de couleur.

Arracher ces pages du marxisme, afin de soutenir que la révolution anticapitaliste est une affaire interne à la race blanche, du fait de l'antagonisme entre patrons et prolétaires des métropoles, est tout aussi fou que justifier une collaboration des classes blanches au détriment des peuples de couleur.

Le 24e chapitre de l'édition italienne, dont le titre est *L'accumulation primitive* et qui constitue en fait la conclusion, est divisé selon les très célèbres paragraphes suivants: 1. Le secret de l'accumulation primitive. 2. L'expropriation de la population campagnarde. 3. La législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XV^e siècle (Angleterre). 4. La genèse du fermier capitaliste. 5. Contrecoup de la révolution agricole sur l'industrie. Etablissement du marché intérieur pour le capital industriel. 6. La genèse du capital industriel. 7. C'est le fameux paragraphe final que nous avons si souvent exposé, en rappelant les falsifications des antimarxistes et leur magistrale réfutation dans *L'Antidühring*: la tendance historique de l'accumulation capitaliste. Ou nous nous sommes complètement fourvoyés, et il est impossible de tracer des desseins pour le futur; ou ce dessein a été écrit une fois pour toutes et ne peut être susceptible d'améliorations.

Le fait que les éléments historiques de tout ce chapitre concernent le modèle anglais ne nous empêche pas de l'invoquer pour tous les pays et pour tous les temps. Pas plus que ne nous a jamais arrêté l'objection habituelle qu'«après Marx», dans les autres pays touchés par l'accumulation, les petits producteurs paysans et artisans n'ont pas tous disparu comme en Angleterre, et que précisément la société modèle anglaise ne connaît pas de parti prolétarien révolutionnaire, ni n'en a jamais connu de puissant. La

leçon du modèle reste: l'orientation de toute l'histoire mondiale contemporaine conduit aux mêmes réponses, sans effacer aucun verset.

Car ce qu'il faut comprendre et qui sera limpide comme de l'eau de source après une grande victoire prolétarienne internationale, c'est que Marx fait passer la voie au socialisme par deux grandes étapes: formation du marché intérieur avec la fabrication de prolétaires sans propriété, pauvres (ce qui ne veut pas dire misérables, ou les plus misérables pour ce qui est de leur consommation personnelle) par l'expropriation des producteurs libres; formation du marché mondial par l'expropriation et l'extermination, avec les mêmes méthodes, des populations d'outre-mer. Mais en décrivant ces phases barbares, Marx, c'est-à-dire le parti révolutionnaire, se place dialectiquement aux côtés du petit producteur exproprié, aux côtés des populations coloniales de couleur asservies et opprimées.

LE RENVERSEMENT DU PASSÉ

Pour la énième fois, nous invitons les camarades à apprendre à lire correctement dans les écrits de Marx le programme du parti communiste et la description des traits fondamentaux de la société communiste, dans les invectives contre les exploits des capitalistes tout au long de leur histoire, et à savoir les lire d'autant plus quand ces mêmes entreprises bourgeoises sont saluées non seulement comme des pas nécessaires sur la voie de la révolution prolétarienne, à laquelle ne sont jamais proposées des solutions de rechange, mais précisément comme des mouvements positifs que la classe prolétarienne et son parti communiste doivent soutenir les armes à la main dans les étapes historiques spécifiques et dans les circuits précisés.

Comme les autres fois, nous devons le faire avec peu de citations; mais elles sont toujours choisies de façon à s'enchaîner dans un ordre logique, et comme des pierres milliaires qui indiquent un long tronçon de route historique. Nous indiquerons les pages de l'édition *Avanti!* de 1915, vol. VII, que nous reproduisons avec quelques corrections.

Le «secret», mot qui nous plaît beaucoup malgré les sarcasmes imbéciles qui nous gonflent la tête depuis un demi-siècle, dans la mesure où un secret se dévoile d'un seul coup et où ensuite il ne reste rien à ajouter, se trouve à la page 686. La dissolution du mode féodal (servitude à la campagne et corporation à la ville) libère les éléments constitutifs de la société capitaliste. «*Le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés se présente donc comme leur affranchissement du servage et de la hiérarchie industrielle. De l'autre côté, ces «affranchis» (esclaves émancipés de leur maître à Rome) ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à conjecture: elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles.*»

Nous lisons là que dans le mode communiste, il y aura des garanties d'existence pour tous à la charge de la société et qu'il n'y aura plus de vendeurs d'eux-mêmes (ni salaire, ni monnaie).

Durant l'expropriation sauvage des paysans au XV^e siècle, la société anglaise «n'avait pas encore atteint ce haut degré de civilisation, où la richesse nationale (*wealth of the nation*), c'est-à-dire l'enrichissement des capitalistes, l'appauvrissement et l'exploitation effrontée de la masse du peuple, passe pour le point culminant de la sagesse d'Etat». Ce fut le cas pour les bourgeois de 1865 comme Gladstone et aussi pour les

«communistes» de l'école moscovite d'aujourd'hui, qui veulent enrichir le peuple, la patrie et la nation ... ainsi que le marxisme (p. 690).

«*Cependant, le XVIII^e siècle ne comprit pas aussi bien que le XIX^e l'identité de ces deux termes: richesse de la nation, pauvreté du peuple.*» Le XX^e expliquera aux disciples fossiles de Marx les arcanes américano-russe du «*revenu national*».

Une synthèse mémorable (p.704): «*La spoliation des biens de l'Eglise, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu.*»

Il est possible de lire dans ce passage qu'une caractéristique de la transformation socialiste sera aussi de renverser l'urbanisation et les monstrueuses ruches industrielles, phénomène qui gonfle aujourd'hui la Russie dite soviétique.

Actuellement l'offre de salariés au capital paraît pacifique et spontanée dans les pays capitalistes développés et les économistes en profitent pour parler d'action de «lois naturelles». Mais l'étude du passé vient à notre aide:

«*Il en est autrement pendant la genèse historique de la production capitaliste. La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat, elle s'en sert pour «régler» le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu. C'est là le moment essentiel de l'accumulation primitive*» (p. 708). Il faut noter que de nombreux maniaques d'une économie bourgeoise moderne différente de celle connue par Marx, ont découvert vers 1950 que l'Etat entrait dans l'économie, à moins que ce soit l'inverse (une sottise peut être à volonté prise par la tête ou par la queue)...

«*Après avoir considéré la création violente d'un prolétariat sans feu ni lieu, la discipline sanguinaire qui le transforme en classe salariée, l'intervention honteuse de l'Etat, favorisant l'exploitation du travail et, partant, l'accumulation du capital*» (p. 713). Marx n'est pas encore arrivé à la genèse de la classe des entrepreneurs capitalistes et, pour commencer, il s'occupe des fermiers capitalistes.

Aux pages 718-719, dans la description magnifique de la formation du marché intérieur anglais, Marx déplore que, puisque les cultivateurs se transforment en salariés, leurs moyens familiaux de subsistance, les outils et les produits de l'industrie domestique rurale et en particulier les fils et les tissus, sont devenus des marchandises qu'il n'est possible de se procurer que contre de l'argent, constituant un marché pour le capital industriel. «*C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés, amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute sorte de manufacture. Et, en effet, cet anéantissement de l'industrie domestique du paysan peut seul donner au marché intérieur d'un pays l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste.*» Voilà un autre passage qui rappelle que le programme de la révolution socialiste comprend le renversement des barrières érigées entre la ville et la campagne, entre l'industrie et la culture agricole, ce qui n'est possible que dans une économie sans marchandises et sans marché.

LES CRIMES BOURGEOIS D'OUTREMER

Nous en arrivons maintenant à la genèse complète du capitaliste industriel et au passage du marché intérieur au marché mondial. C'est ici que sont mises en évidence toutes les atrocités et les exactions qui se commettent en dehors des frontières du premier pays capitaliste, l'Angleterre.

La citation n'est bien sûr pas nouvelle. «*La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage des Indes Orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui marquent l'ère capitaliste à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile entre les nations européennes; elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française, et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres de l'opium contre la Chine.*»

Ce passage mémorable (p.722) indique la série des changements de puissance impériale: Portugal, Espagne, Hollande, France, Angleterre, qui, «*au dernier tiers du XVIII^e siècle, combine toutes ces méthodes dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exceptions exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique.*»

Le jugement que Marx exprime sur le système colonial dans un passage aussi fondamental que celui qui vient d'être cité, ne peut être plus explicite; il place depuis lors le mouvement révolutionnaire du prolétariat en opposition aux infâmes entreprises coloniales des puissances bourgeoises mondiales.

Suit une liste impressionnante de toutes les abominations commises Outre-Mer par les conquérants européens. Les forfaits hollandais dans l'actuelle Indonésie font frémir d'horreur. Entre autres, ils corrompirent le gouverneur portugais de Malacca, et, une fois entrés dans la ville, ils l'assassinèrent pour ne pas lui payer le prix convenu de 21.875 livres sterling. Les razzias de main-d'oeuvre étaient si féroces qu'une province de la très fertile Java, qui comptait 80.000 habitants en 1750, n'en avait plus que 8000 en 1811!

Le monopole de la Compagnie anglaise des Indes orientales sur le thé, le tabac, le riz et sur le commerce en général ruina les populations chinoises et indiennes au moyen d'extorsions et d'abus sans nom et provoqua des famines meurtrières aux fins d'accumulation.

Féroces furent les méthodes utilisées par les aventuriers coloniaux dans les pays déjà bien peuplés et civilisés dont ils voulaient exporter les produits tropicaux et chez qui ils voulaient importer les produits industriels des manufactures européennes; féroce aussi fut le système des plantations qui cherchait à intensifier la production locale de denrées agricoles particulières sur d'immenses superficies de terrain où les indigènes devaient travailler contre une poignée de nourriture et

à coups de fouet. Mais il y eut pire encore dans les «colonies proprement dites» comme en Amérique, puis en Australie, en Afrique du Sud, etc., où se déversaient en même temps la population européenne et le capital productif métropolitain: dans les premières décennies, on se mit carrément à débarrasser le territoire des populations indigènes par des tueries et des exterminations inouïes, comme celles commises par les Espagnols et les Portugais en Amérique du Sud et du Centre, par les Anglais et les Français dans celle du Nord.

Marx rappelle (p.725) des épisodes où «le caractère chrétien de l'accumulation primitive ne se démentait pas». Il est bien connu que la religion justifiait ces massacres d'innocents, le plus souvent sans défense et pratiquement sans armes, sous le prétexte que, ne faisant pas partie des trois souches citées dans la Bible, les Peaux-Rouges n'avaient pas d'âme.

«Les austères intrigants du protestantisme, les puritains, allouèrent en 1703, par décret de leur assemblée, une prime de 40 Livre-sterling par scalp d'Indien et autant pour chaque Peau-Rouge fait prisonnier et amené à Massachusetts-Bay. En 1744, on offrait 100 Livre-sterling par scalp d'Indien adulte, 60 par scalp de femme ou d'enfant». Quand les **Pères Pèlerins** se rebellèrent contre l'Angleterre, celle-ci leur appliqua des mesures analogues: chasse aux rebelles avec des chiens féroces et utilisation d'Indiens payés pour les scalper à leur tour.

L'analyse de l'importance du système colonial dans la diffusion du mode capitaliste de production suit cette liste d'infamies.

«Le régime colonial donna un grand essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés marchandes, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital».

Un dernier passage suffira pour conclure une série aussi éloquente, à moins d'une étude future plus approfondie du jeu économique (p.731).

«Dans le même temps que l'industrie cotonnière introduisait en Angleterre l'esclavage des enfants, aux Etats-Unis elle transformait le traitement plus ou moins patriarcal des noirs en système d'exploitation mercantile. En somme, il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés d'Europe, l'esclavage sans phrase dans le nouveau monde».

Aujourd'hui les conditions ont changé depuis l'époque de la guerre civile américaine, contemporaine de cette oeuvre majeure de Marx; mais il y a toujours un lien direct entre l'acharnement du système capitaliste (affameur et fauteur de guerres destructrices) envers les travailleurs des pays métropolitains blancs et les mauvais traitements qu'il inflige aux populations de couleur de pays dont la vitalité a empêché la destruction.

MARX ATTENDIT QUE LA REVOLUTION VIENNE DE LA CHINE

Contrairement à ce que beaucoup s'imaginent peut-être, la conception d'une action concomitante contre le capitalisme des métropoles blanches, de la lutte de classe interne des ouvriers et de la révolte des peuples d'outre-mer contre les interventions et les exactions coloniales ne se trouve pas dans le marxisme - ni chez Lénine quand il étudiait au tournant du siècle les phénomènes de l'impérialisme bourgeois, ni bien avant encore chez Engels et Marx.

Dans la *Neue Rheinische Zeitung* de février 1850, Engels se réfère aux écrits d'un missionnaire chrétien connu, Gutzlaff, qui après avoir vécu en Chine une trentaine d'années, était revenu en Europe au moment où faisait rage la célèbre révolte des Taiping. La révolte avait éclaté contre la monar-

chie de Pékin parmi la classe des petits paysans à la suite de la grave crise qui débuta vers 1840 lorsque l'Angleterre, bientôt suivie par d'autres puissances européennes, se mit à imposer à la Chine l'ouverture de ses ports au commerce, en particulier à celui de l'opium, perturbant gravement ainsi les finances de l'empire et l'économie du pays. Le mouvement des Taiping s'était mis à condamner la propriété privée de la terre en général sans se contenter d'attaquer seulement la noblesse féodale et la bureaucratie étatique qui la soutenait. Engels décrit dans ses grandes lignes ce mouvement social en mettant en relief que l'origine économique des mouvements révolutionnaires est un fait historique qui est pleinement vérifié même chez ce peuple lointain s'ébranlant d'une immobilité millénaire. Et il conclut ainsi: «Quand, après vingt ans d'absence, Monsieur Gutzlaff s'en revint parmi les personnes civilisées et les Européens et qu'il entendit parler de socialisme, il s'exclama horrifié: je ne pourrai donc nulle part échapper à cette doctrine pernicieuse? C'est exactement la même chose qui est prêchée depuis un certain temps par beaucoup d'individus de la populace chinoise!» (1).

Engels continue: «Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble au socialisme européen comme la philosophie chinoise à celle de Hegel [le ton est ironique, mais certaines positions très originales du vieux penseur chinois Lao-Tseu peuvent être considérées comme dialectiques]. Mais quoiqu'il en soit, c'est un fait réjouissant que le plus ancien et le plus inébranlable empire de la Terre soit, en l'espace de huit années et du fait des balles de coton de la bourgeoisie anglaise, à la veille d'une révolution sociale qui doit avoir dans tous les cas les conséquences les plus importantes pour la civilisation. Quand nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine à travers l'Asie, arriveront finalement devant la Grande muraille, certains que ses portes s'ouvriront sur le foyer de l'ultra-réaction et de l'ultra-conservatisme, qui sait s'ils n'y liront pas cette inscription:

RÉPUBLIQUE CHINOISE
Liberté, Egalité, Fraternité».

Avec cette brève note, le grand Engels a voulu affirmer nettement, qu'en Chine comme partout, nous nous attendons à ce que le cycle des formes sociales suive les mêmes grandes étapes: à la Chine féodale devra succéder, comme ce fut le cas en France, une Chine républicaine et capitaliste, théâtre d'une lutte de classe pour le socialisme.

Et historiquement c'est bien ce qui s'est passé, même s'il a fallu attendre 1911, avec la révolution de Sun Yat Sen, après toute une série d'agressions et une longue lutte du colonialisme européen qui firent s'écrouler le céleste empire.

Un autre texte de Marx confirme non seulement l'attente d'une suite de mouvements sociaux en Chine semblables à ceux qui s'étaient déroulés en Europe mais va beaucoup plus loin encore en affirmant la possibilité historique que les mouvements européens aient pour point de départ une révolution sociale dans la lointaine Chine.

Onze lettres que Marx envoya au *New York Herald Tribune* entre 1853 et 1860, ont été publiées sous le titre «Marx sur la Chine». Ces lettres se rattachent directement à la citation des guerres de l'opium contenue dans le *Capital*.

En 1833 prit fin le monopole du commerce avec la Chine concédé à la Compagnie des Indes Orientales. Seul, le grand port de Canton était ouvert au commerce extérieur.

L'Angleterre, dont l'intérêt était d'établir le régime de la «porte ouverte», déclencha la première guerre de l'opium de 1839 à 1842: la Chine dut capituler et dans le traité de Nankin, ouvrir non seulement Canton, mais aussi Amoy, Fu-chow, Ning-po et Shanghai et céder Hongkong à la Grande-Bretagne qui en fit sa colonie.

Alors que les Etats-Unis et la Russie affichaient leurs premières prétentions, le grand mouvement des Taiping éclata en 1850; il s'empara de vastes provinces et eut Nankin comme capitale de 1853 à 1864.

Refusant leurs taxes exorbitantes, les rebelles tuaient les seigneurs terriens et les mandarins de l'Empire; tout en n'étant pas hostiles au commerce avec les étrangers, ils combattaient l'opium et l'usage des drogues; ils avançaient des mots d'ordre égalitaires et communistes. Lorsqu'il traite de la longue série des guerres paysannes chinoises, Mao Tsé-tung se réfère ainsi à la loi agraire des Taiping, de loin bien plus communiste que toutes celles faites par lui dans la mesure où il n'y est aucunement question de partage, pas plus dans la propriété que dans l'exploitation: «toute la terre qui est sous le ciel devra être cultivée par tout le peuple qui est sous le ciel... Qu'ils la cultivent tous ensemble et quand ils récolteront le riz, qu'ils le mangent tous ensemble». Les Taiping n'étaient pas des utopistes puisqu'ils possédèrent un Etat qui résista pendant quatorze ans ainsi que des brigades artisanales d'Etat et des lois selon lesquelles personne ne devait demeurer mal nourri et mal vêtu ...

Sous un prétexte infâme, l'Angleterre et la France déclenchèrent en 1856 la seconde guerre de l'opium qui après d'horribles massacres conduisit au traité de Tien-tsin avec l'Angleterre. La guerre reprit jusqu'à la conquête sanglante et au sac de Pékin en 1860. La Chine dut alors faire de nombreuses concessions aux Européens avec le traité de Pékin qui aggravait celui de Tien-tsin. Une armée commune de l'Empereur et des Européens chassa en 1864 les héroïques Taiping de Nankin où elle entra en répandant des flots de sang.

LA PREMIÈRE LETTRE DE MARX

Le premier des articles sur la Chine parut à New York le 14 juin 1853. Son titre des plus explicites était: «Révolution en Chine et en Europe».

Marx y pose directement la question de l'effet que peut exercer une révolution en Chine sur le monde civilisé tout entier. Il dit exactement: «Il peut sembler étrange et même paradoxal d'affirmer que le prochain soulèvement des peuples européens leur prochain mouvement en faveur de la liberté et d'un système de gouvernement républicain, dépendra probablement plus de ce qui se passe dans le Céleste Empire (au pôle opposé de l'Europe) que de toute autre cause politique actuelle, en tout cas plus que des menaces de la Russie et de la perspective qui en découle d'une guerre générale en Europe. Mais ce n'est pas une paradoxe, comme peuvent le comprendre tous ceux qui examinent les différents aspects de la question».

Si la perspective décrite ici ne se réalisa pas au cours de la révolution paysanne qui, comme nous l'avons rappelé, prit fin onze ans plus tard, ni après, lors des grandes convulsions qui se succédèrent en Chine à partir de 1911 (événement auquel Lénine porta une grande attention en même temps qu'aux situations contemporaines de la Russie de 1905 et de la Turquie ou de la Perse), il n'est pas inutile de noter que l'alternative d'une guerre générale en Europe impliquant la Russie, toujours présente à l'esprit de Marx et d'Engels parce qu'elle signifiait la liquidation des empires allemands, tarda elle aussi, jusqu'en 1914 - et qu'elle fournit en vain le tremplin de la révolution russe.

Mais Marx se lance dans sa démonstration, qui conserve toute sa valeur même si les événements prirent un cours différent. Il écrit que le canon anglais, qui «imposait à la Chine la drogue soporifique appelée opium», donna l'occasion de la révolte sociale des Taiping. La force des armes anglaises détruisit l'isolement séculaire dans lequel la Chine était enfermée, et les raisons en étaient économiques. Jusqu'en 1830, la balance commerciale était favorable à la Chine qui recevait de l'argent de l'Inde, de l'Angleterre et des Etats-Unis pour ses exportations de thé et d'autres denrées. La contrebande de l'opium qui obligeait les Chinois à payer en monnaie renversa ce rapport; en vain le pouvoir impérial en interdit le commerce. La corruption des fonctionnaires désobéissants provoqua la rébellion. En outre les tissus

anglais avaient commencé à envahir la Chine, provoquant la ruine de l'industrie locale et de l'artisanat des fileurs, des tisserands, etc.

Le canon anglais brisa l'isolement du système chinois et provoqua son écroulement; quels furent les effets de cet écroulement intérieur de la Chine sur l'Angleterre et sur l'Europe? Marx insiste là sur le développement extraordinaire durant ces années de l'industrie manufacturière anglaise, qui était alors la première du monde, et en même temps sur la perspective d'une grande crise commerciale de surproduction-attendue pour 1857 - qui aurait été plus profonde que les précédentes, provoquant chômage et misère en Angleterre et des répercussions dans toute l'Europe. La résistance à l'expansion du commerce en Chine occasionnée par la révolution paysanne, aurait pu constituer un élément d'aggravation de cette crise.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici que Marx et Engels admirèrent dans les décennies suivantes qu'ils s'étaient trompés en croyant à un retour rapide de la grande vague révolutionnaire de 1848. Dans la lettre de 1853, ce qui est le plus significatif c'est la théorisation d'un lien causal entre la révolution en Chine et le soulèvement de l'Europe, beaucoup plus «avancée» et «civilisée».

La conclusion de la lettre à propos des dangers de guerre et aux perspectives révolutionnaires est toujours valable après plus d'un siècle; elle sonne même de façon très actuelle: «Depuis le début du XVIIIe siècle, il n'y a jamais eu de révolution sérieuse en Europe qui n'ait été précédée d'une crise financière ... Dans les capitales européennes, chaque jour apporte des dépêches grosses d'un conflit général, effacées par les dépêches du lendemain, apportant, elles, l'assurance de la paix pour environ une semaine. Nous pouvons cependant être certains que, quelle que soit l'intensité atteinte par le conflit entre les puissances ..., la colère des princes [on dirait aujourd'hui des «grands»] et la colère du peuple seront également affaiblies par le souffle de la prospérité [idéologues de la prospérité et pacifistes, à la vôtre!]. Il est peu probable que l'Europe soit poussée aux guerres et aux révolutions en l'absence d'une crise industrielle et commerciale générale dont le signal doit venir de l'Angleterre, représentante de l'industrie européenne sur les marchés du monde».

Remplacez l'Europe par le monde capitaliste, l'Angleterre par l'Amérique, et nous y sommes. Au diable la prospérité et la paix! Et bienvenue à la mine qui les fera sauter, peu importe de quelle région du monde de couleur, infesté de prédateurs et de massacreurs blancs!

(A suivre)

(1) *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue* (janvier-février 1850). Cet article est aujourd'hui attribué à l'oeuvre commune de Marx et Engels. cf *K. Marx, Oeuvres Politiques I*, Bibliothèque de la Pléiade, p. 380-381. Voir aussi: «Marx Engels. La Chine», Ed 10/18, 1973, p.193. La longue introduction de Dangeville à ce recueil reprend sans le dire des passages entiers de «Les luttes de classes et d'Etats...».

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!**
«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

Points de contact:
Toulouse: Vente de la presse au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.
Aix-en-Provence, Paris: Les personnes désireuses de participer aux réunions sont priées d'écrire au journal pour être informées des dates et lieux. Ces réunions sont ouvertes à tous les lecteurs intéressés à s'informer et à discuter de nos positions.

Février 1933: l'incendie du Reichstag

L'incendie du Reichstag, le parlement allemand, il y a 70 ans occupe une place particulière dans l'imaginaire de l'antifascisme démocratique: selon la version qui avait alors été mise en circulation avec toute la puissance de l'*agitprop* stalinien, secondée par les démocrates, l'incendie d'un temple de la démocratie ne pouvait être que l'oeuvre des nazis cherchant un prétexte pour s'attaquer au parti communiste et pour étrangler la démocratie. Son auteur, le maçon hollandais Marinus Van der Lubbe, était donc forcément un agent provocateur des nazis ou un débile manipulé par eux (il était en réalité proche du groupe d'opposition communiste hollandais). Lors du procès que les nazis intentent aux dirigeants du KPD (parti communiste allemand) arrêtés sous l'accusation d'avoir incendié le Reichstag pour donner le signal d'une insurrection, Dimitrov, haut responsable stalinien, demandera la mort pour Van der Lubbe en raison de son «crime contre le prolétariat». Et les juges l'exauceront, et acquitteront les dirigeants communistes (1).

Pendant ce procès les accusés «communistes» feront la démonstration que leur parti n'avait prévu aucune action armée contre le nouveau régime de Hitler et contre les institutions parlementaires. Suivant fidèlement la ligne défaitiste décidée par l'Internationale stalinienne, le KPD n'appelait-il pas en octobre 32 à «s'incliner devant le nouveau rapport de force et laisser le fascisme s'user au pouvoir. Tout acte de violence sera dénoncé par le Parti communiste comme une provocation et ses auteurs seront mis au ban du prolétariat comme agents du fascisme» (2). La politique désastreuse suivie par le KPD derrière ses discours révolutionnaires avait permis au vieux parti social-démocrate de conserver une influence majoritaire sur la classe ouvrière en dépit de ses trahisons et de son soutien ouvert à l'Etat bourgeois et au capitalisme. Mais devant la montée de la réaction fasciste, le parti stalinien qui regroupait sans doute la partie la plus comba-

tive du prolétariat, ne sut osciller qu'entre la passivité la plus complète et l'action commune de fait... avec les Nazis! Totalemment paralysée en conséquence, la classe ouvrière allemande assista, impuissante, sans bouger le petit doigt, à la venue de Hitler au pouvoir et aux défilés des Nazis dans les quartiers ouvriers...

Un seul prolétaire «sauvera l'honneur»: Marinus Van der Lubbe; avec son geste sans aucun doute isolé et individuel, qui ne pouvait en aucune façon remplacer l'action révolutionnaire de classe, il démontra l'infamie et la veulerie criminelle des dirigeants «communistes» qui avaient livré sans combat le prolétariat allemand à ses bourreaux. Trotsky stigmatisera la faillite du KPD en la comparant au 4 août de la social-démocratie, lorsqu'elle avait trahi le prolétariat en se rangeant du côté de la bourgeoisie et de la guerre mondiale.

LUTTE OUVRIÈRE À L'ÉCOLE DES STALINIENS

Cela n'empêche pas un journal qui se dit trotskyste - Lutte Ouvrière - de servir à ses lecteurs en guise de leçon à tirer de ces événements tout un échantillon de positions qui relèvent davantage des préjugés antifascistes démocratiques que du marxisme révolutionnaire (3). C'est ainsi que LO reprend les écoeurantes calomnies stalinienne contre Van der Lubbe «*prétendument sympathisant du Parti Communiste allemand: en fait un illuminé manipulé par les nazis*» et voit dans l'incendie du Reichstag une «*provocation grossière*», alors que la fausseté de cette thèse a été démontrée par des historiens. Ou qu'elle juge bon de voler au secours des stalinien du Parti Communiste allemand qui sans doute «*n'a pas su ni voulu se servir de son influence [sur la partie la plus combative, la plus décidée du prolétariat allemand] pour organiser la riposte unitaire qui aurait permis de s'opposer à l'accession d'Hitler au pouvoir*», mais qui finalement était moins coupable que les sociaux-démocrates, «*car eux faisaient tout pour détourner les travailleurs de toute lutte pour affronter le nazisme menaçant*». Il est hors de doute que la social-démocratie faisait tout pour détourner les travailleurs de la lutte réelle, que ce soit contre le nazisme ou contre le capitalisme en général. Mais alors la politique de front unique entre le parti communiste et le parti social-démocrate préconisée par Trotsky ne pouvait donner aucun résultat! Et de toute façon cela ne peut servir à exonérer le

KPD de sa responsabilité écrasante dans la défaite prolétarienne en lui reprochant simplement de ne pas avoir su être assez **unitaire!** Ce qu'il lui faut reprocher, ce n'est pas avoir été (ou de ne plus avoir été) assez **communiste** («*nous condamnons l'appareil du KPD non pour sa "stupidité" ou son "incapacité"*», écrivait Trotsky en avril 33, *mais pour son centrisme bureaucratique*) (4), d'avoir de plus en plus abandonné les positions communistes jusqu'à se transformer en parti anti-ouvrier contre-révolutionnaire. Mais c'est cette conclusion-là que LO ne veut ni ne peut tirer encore aujourd'hui, démontrant ainsi ni sa stupidité ni son incapacité, mais son «centrisme»: autrement dit son rôle de couverture de gauche de la contre-révolution.

Pour plus de détails sur l'analyse de geste de Van der Lubbe et pour connaître la réaction de solidarité de nos camarades de la Fraction (ainsi que leur juste critique des positions de Trotsky face au nazisme), nous renvoyons les lecteurs à Programme Communiste n°98.

(1) Etant de nationalité bulgare il sera libéré, alors que les dirigeants allemands du KPD resteront en prison et n'en sortiront jamais.

(2) cf «*Marinus van der Lubbe. Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*», p. 49.

(3) L.O. n° 1

804 (28/2/2003)

(4) cf «*Le naufrage du KPD et les tâches de l'opposition*», Léon Trotsky, Oeuvres mars 1933 - juillet 1933, p. 114.

Nouvelles du frontisme politique: propositions unitaires à propos de la guerre

Nous avons reçu ces dernières semaines, de la part du CCI comme de ses dissidents de la FICCI (Fraction Interne du CCI), des propositions d'action commune de dénonciation de la guerre en Irak, auxquelles nous avons opposé un refus. Expliquons pourquoi.

La FICCI nous avait écrit pour nous proposer de diffuser en commun avec nous notre tract sur la guerre, étant donné qu'elle pensait «*partager avec vous des éléments essentiels de l'analyse de la situation ainsi qu'au niveau des positions à défendre au sein de notre classe. (...) Pour nous il est clair que nous sommes prêts à mettre nos énergies militantes au service d'une intervention massive qui irait dans ce sens*».

Le CCI, lui, estimait que «*la véritable position internationaliste*» est définie par les points suivants: 1. C'est le capitalisme comme un tout et non tel ou tel gouvernement qui est responsable de la guerre impérialiste. 2. Le prolétariat ne doit s'aligner sur aucun des camps: concrètement cela signifie que dénoncer l'offensive américaine contre l'Irak ne signifie nullement apporter le moindre soutien à ce pays et à sa bourgeoisie. 3. La seule position prolétarienne correcte est le combat contre le capitalisme comme un tout et donc contre tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale pour renverser le capitalisme et instaurer la dictature du prolétariat. 4. Le pacifisme est une illusion petite-bourgeoise ou le plus souvent un instrument de la bourgeoisie. La défense de l'internationalisme prolétarien est inséparable d'une dénonciation sans concession du pacifisme (1).

Il continuait en affirmant que «*les groupes actuels de la Gauche communiste partagent toutes ces positions fondamentales au-delà des divergences pouvant exister entre eux. Le CCI est bien conscient de ces divergences et n'a jamais essayé de les cacher (...). Cela dit, conformément à l'attitude des bolcheviks en 1915 à Zimmerwald et de la Fraction italienne dans les années 30, le CCI estime qu'il est de la responsabilité des véritables communistes de présenter de la façon la plus ample possible à l'ensemble de la classe, face à la guerre impérialiste et aux campagnes bourgeoises les positions fondamentales de l'internationalisme. Cela suppose de notre point de vue que les grou-*

pes de la Gauche communiste ne se contentent pas de leur propre intervention chacun dans son coin mais qu'ils s'associent pour exprimer de façon commune ce qui constitue leur position commune. Pour le CCI une intervention commune des différents groupes de la Gauche communiste aurait un impact politique au sein de la classe qui irait bien au-delà de la somme de leurs forces respectives qui, nous le savons tous, sont bien réduites à l'heure actuelle. C'est pour cette raison que le CCI propose aux groupes qui suivent (2) de se rencontrer pour discuter ensemble de tous les moyens possibles permettant à la Gauche communiste de parler d'une seule voix pour la défense de l'internationalisme prolétarien sans préjuger ou remettre en cause l'intervention spécifique de chacun des groupes» (suivait la proposition de rédaction et de diffusion d'un document commun et de tenue de réunions publiques communes).

* * *

Dans ces propositions venues de groupes qui, s'ils sont séparés organisationnellement, partagent les mêmes positions générales, se manifeste la même tendance au **frontisme politique**, c'est-à-dire à la recherche de l'union ou de l'action unitaire entre organisations en dépit du fait que leurs divergences portent sur des points fondamentaux et non de détail.: rien d'étonnant à cela si l'on se souvient que le CCI est lui-même le fruit d'un mariage oecuménique entre courants différents. La conséquence en est que les désaccords politiques et programmatiques sont toujours considérés comme secondaires non seulement par rapport aux possibilités d'action immédiate (diffuser plus de tracts, se faire connaître de plus de monde, augmenter son impact politique, toucher des militants d'autre pays, etc.), mais aussi par rapport à une perspective de constitution du futur parti de classe par l'unification de toutes les organisations déclarées appartenir à un même courant, à une même famille, la «Gauche communiste».

Cette dernière appellation sert aujourd'hui à entretenir une grave équivoque qu'il est primordial de dissiper: il n'est pas vrai que les organisations qui sont rangées dans cette catégorie sont au fond d'ac-

cord sur l'essentiel, qu'elles partagent une position commune, même sur la seule question de la guerre et de l'internationalisme. Elles s'opposent au contraire sur des questions politiques et programmatiques qui seront demain **vitaux** pour la lutte prolétarienne et pour la révolution comme elles s'opposent dès aujourd'hui sur les orientations et les directives d'action à donner aux rares éléments en recherche de positions classistes. Dans la question de la guerre en particulier nous avons mis l'accent sur la notion du **défaitisme révolutionnaire** parce que depuis Lénine c'est elle qui caractérise la position communiste dans les guerres impérialistes. Or le CCI est précisément **opposé** au défaitisme révolutionnaire. Comment serait-il alors possible d'exprimer de façon commune une position commune qui au fond, lorsqu'on gratte un peu, lorsqu'on va au-delà des belles et grandes phrases sur le renversement du capitalisme et la dictature du prolétariat, n'existe pas?

Une action commune ne serait possible qu'en consentant à gommer ou à atténuer des divergences irréconciliables, c'est-à-dire à les **caler** aux yeux des prolétaires à qui on veut s'adresser largement, qu'en consentant à présenter une image fautive d'une «Gauche communiste» unie sur l'essentiel aux militants d'autres pays qu'on veut atteindre, c'est-à-dire à les **tromper**. Camoufler ses positions - car c'est à cela que reviennent qu'on le veuille ou non ces propositions unitaires - dans l'espoir d'obtenir quelques succès immédiats ou contingents, n'est-ce pas la définition classique de l'opportunisme?

Il est donc pour nous hors de question de participer de façon ou d'une autre à ce genre d'entreprise. Nous devons contrairement nous efforcer de rendre toujours plus clair et plus tranchant ce qui distingue le communisme authentique de toutes les fausses positions et de ne pas cesser la lutte politique contre les organisations qui s'y rattachent en dépit de leurs proclamations fallacieuses de cousinage politique. C'est ce qu'avait fait à leur époque les bolcheviks lorsqu'ils ont rompu avec la fausse unité de Zimmerwald pour pouvoir aller vers la reconstitution de l'Internationale, c'est ce qu'ont fait les militants de la Fraction à l'étranger lorsqu'ils ont du rompre avec la fausse unité de l'opposition de gauche internationale au stalinisme.

Notes:

(1) Lettre du 11/2. Une lettre successive, du 24/3, proposait l'organisation de réunions publiques communes dans les pays ou les villes où n'existent pas de militants de certaines organisations.

(2) Il s'agit, en plus de nous, d'«Il Programma Comunista», d'«Il Partito Comunista» et du BIPR (Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, lié à «Battaglia Comunista»).

A paraître prochainement:

« programme communiste »

Revue théorique du parti communiste international

N° 98

Au sommaire de ce numéro :

- *Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme*

- *Propriété et capital (2)*

- *Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2). Annexes: - En défense de l'incendiaire du Reichstag. Van der Lubbe. Les fascistes exécutent, socialistes et centristes applaudissent («Bilan», n°3, janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Il Comunista», 30 mars 1921)*

- *Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (4). Articles de «Il Comunista» en annexe: La fonction de la social-démocratie en Italie (6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail (10/12/1921) - La question du pouvoir (13/11/1921) - La marche au pouvoir (17/12/1921) - L'usage de la violence (24/12/1921)*

- *Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne.*

- *Notes de lecture: - «L'Internationale» - «Marxist»*

Lénine: La propagande de paix sans appel à l'action révolutionnaire ne peut que semer des illusions

(Suite de la page 1)

en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une **paix dite démocratique** sans une **série de révolutions** est profondément erronée (2)

LA GUERRE CIVILE CONTRE LA BOURGEOISIE EST LA SEULE GUERRE LÉGITIME

Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres; par conséquent le désarmement sera réalisé. Mais celui-là n'est pas socialiste qui espère la réalisation du socialisme **en dehors** de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. La dictature est un pouvoir d'Etat qui s'appuie directement sur la **violence**. La violence, au XXe siècle - comme en général à l'époque de la civilisation - ce n'est pas le poing et ce n'est pas une trique; c'est l'armée. Inscrire le «désarmement» au programme, c'est donc dire de

façon générale: nous sommes adversaires de l'emploi des armes. Il n'y a pas plus de marxisme là-dedans que si nous disions: nous ne voulons pas recourir à la violence!

(...) Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à se servir des armes, de posséder des armes, mériterait simplement d'être traitée en esclave. Nous ne pouvons pas, à moins de nous transformer en pacifistes bourgeois ou en opportunistes, nous ne pouvons pas oublier que nous vivons dans une société de classes et qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'autre issue pour nous que la lutte de classe et le renversement du pouvoir de la classe dominante.

Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais même la milice - même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques comme la Suisse - constituent l'armement de la bourgeoisie. (...) L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus

essentiels de la société capitaliste moderne.

(...) Notre mot d'ordre doit être l'**armement du prolétariat** pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'**évolution objective** du militarisme capitaliste, et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais alors seulement, et aucune façon avant.

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards **uniquement** de l'épouvante et de l'horreur, la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire: la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence **une horreur sans fin**. Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société **une fin pleine d'horreur**, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de revendiquer le «désarmement» - ou plus précisément, rêver le désarmement - à

une époque où de toute évidence, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste (3).

(1) «Le socialisme et la guerre», (1915) Oeuvres, Tome 21, p. 309 et 310-311.

(2) «La conférence des sections à l'étranger du POSDR», Oeuvres, tome 21, pp 161-162. Rappelons qu'à l'époque le parti des bolcheviks s'appelait encore «social-démocrate»

(3) «A propos du mot d'ordre de désarmement» (octobre 1916), Oeuvres, tome 23, pp 105-107.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 2003

Alain: 50 / AVVN: 7,5 / François: 20 / Gw: 20 / Impérialisme français hors d'Afrique: 38 / Joël: 7,5 / Jacky: 17,5 / Paris: 700. Réunion de lecteurs: 80 / Roger: 46 / Victor: 50

Total liste: 1036
Total général: 2324,70 €

Grèves chez les négriers d'ARCADE et d'AVCO: Deux exemples riches d'enseignement pour le prolétariat

- LA GREVE D'ARCADE -

Cette entreprise est une filiale du groupe Accor qui possède plus de 3'500 hôtels (soit environ 400'000 chambres) et exploite 150'000 salariés dans près de 140 pays sous diverses enseignes: Sofitel, Mercure, Ibis, Etap, Formule 1 ou Novotel. Une trentaine de prolétaires femmes de la région parisienne se sont mis en grève pour lutter sur une série de revendications liées à leur exploitation particulièrement inique. Leur grève débuta le 7 mars 2002, veille de la journée symbolique de la femme, manifestation interclassiste vénérée par les démocrates. Ces prolétaires toutes immigrées ou d'origine immigrée, en menant une longue lutte opiniâtre mais isolée ont montré l'éveil d'une partie de la classe prolétarienne sur laquelle il faudra compter, et ont montré qu'en dépit de la division des travailleurs, qu'en dépit des trahisons syndicales paralysant tout élargissement de la lutte et de son soutien auprès des plus larges couches de prolétaires, seule la lutte paie, seule la lutte soude les prolétaires, seule la lutte laisse des traces pour construire de futures luttes.

Cette poignée d'irréductibles sont originaires d'Afrique noire (Sénégal, Mali, Mauritanie...), du Maghreb ou d'Haïti (pays qui, en raison de la misère qui y règne, exporte une main d'œuvre à très faible coût, par exemple vers les Antilles françaises, où elle subit un racisme violent). Elles entamèrent ce jour-là un véritable combat d'usure contre leurs exploiters et menèrent le plus long conflit qu'Accor n'ait jamais connu depuis sa création en 1935. Les grévistes revendiquaient plusieurs points portant sur les salaires, les cadences, les conditions de travail et les contrats de travail spécialement bas et précaire dans ce secteur de l'hôtellerie qui s'enrichit grâce à un énorme marché de sous-traitance au niveau de l'entretien et où les entreprises comme Arcade, qui sont souvent des filiales, survivent grâce à ces salaires de misère et ces conditions de travail déplorables qu'elles imposent à une main d'œuvre particulièrement sans défense. En effet, chez Arcade (environ 1'500 employés), la cadence est telle que les prolétaires n'arrivent jamais à terminer leur travail dans les temps et doivent travailler plus longtemps faisant

des heures supplémentaires non payées et obligatoires car sinon elles subissent un harcèlement continu de la part de la hiérarchie qui peut déboucher sur le licenciement définitif à la fin du contrat. Car évidemment, comme 300'000 prolétaires dans le secteur du nettoyage en France, dont la moitié change de sociétés au gré des contrats, des saisons et du besoin sur le marché de l'emploi, elles sont totalement précaires, travaillant sous contrats renouvelables au bon gré du patron.

La durée du travail s'étale sur 6 ou 7 jours d'affilé et ces travailleuses n'ont en général qu'une journée de repos maximum par semaine. Si l'une d'entre elles est absente pour quelque motif que ce soit, les autres doivent faire son travail en plus du leur. Pour les absences plus longues, le patronat n'hésite pas à utiliser les moyens les plus punitifs. Par exemple, une prolétaire expliquait qu'à son retour de congé parental, sous prétexte de perte de son dossier, la direction lui a fait signer un nouveau contrat, lui faisant perdre par ce jeu de dupe dix ans d'ancienneté. En moyenne, elles travaillent 17 minutes par chambre, nettoyant ainsi près de 4 chambres par heure, alors que les prolétaires directement employés par Accor effectuant les mêmes tâches font 2,4 chambres à l'heure; c'est-à-dire qu'elles travaillent plutôt à la pièce avec une cadence supérieure de 50 % qui entraîne des problèmes physiques, principalement aux articulations. Enfin, ces femmes prolétaires, qui travaillent donc plus de 35 heures par semaine, dont une partie non rémunérée, ne disposent ni de vestiaires, ni de lieux de pause et de restauration (et gare à elles si elles sont prises en train de manger ou de grignoter durant le travail !).

L'arme de la grève s'imposait donc à ces prolétaires. Le patronat fera tout pour que le conflit ne s'étende pas, comptant sur son pourrissement. Mais les grévistes, si peu en nombre furent-elles et malgré 8 licenciements dans leurs rangs, ne céderont pas un pouce et continueront leur lutte. Un petit comité de soutien va se créer, permettant toutefois au mouvement de faire connaître sa lutte et de tenter un élargissement, surtout durant la période l'été.

Premier résultat en fin juin, 150 femmes

de chambre manifestent contre Arcade, dénonçant les cadences et les 8 licenciements pour «fautes lourdes». En juillet et août, la grève prend un nouveau tournant avec la solidarité saisonnière qui s'est créée. Les grévistes, avec leurs soutiens extérieurs, vont investir des hôtels gérés par Accor pour y diffuser des tracts qui dénoncent les conditions de travail (ce qui entraînera des interpellations par les forces de l'ordre bourgeois). Mais, pire pour Accor, le comité va travailler à étendre cette lutte vers les sans-papiers en dénonçant, dans le même temps les profits que tire cette entreprise grâce à la répression de l'Etat sur ces catégories, notamment avec la location de l'hôtel Ibis de Roissy-Charles-de-Gaulle utilisé comme centre de rétention pour les y incarcérer avant d'être rapatriés par les moyens que l'on sait (et qui ne datent pas de Sarkozy), avec sa participation à la construction d'un nouveau centre de ce type aux abords de cet aéroport, avec sa filiale Carson Wagon-Lits qui s'occupe de la réservation des billets pour les sans-papiers en voie d'expulsion par le train et pour les flics accompagnateurs.

Fin août les 8 licenciés sont déboutés aux prud'hommes, les obligeant à faire appel. Début septembre, les grévistes sont dans une situation matérielle très difficile. Elles se trouvent face à une pile de factures impayées et leurs créanciers, dont celles des loyers (quand ils ne sont pas directement prélevés sur les Allocations Familiales), mais aussi avec des problèmes de santé ou de cantine avec l'exclusion de certains de leurs enfants des cantines scolaires! Ainsi, l'une des grévistes, seule avec 3 enfants, se retrouve avec l'électricité coupée dès le 2ème mois de grève et ses enfants interdits de cantine.

Malgré ces difficultés matérielles, les grévistes ne cèdent pas sur leurs revendications:

- Coefficient 170 minimum pour tous -
- Augmentation de 30 % des salaires -
- Prime de fin d'année de 500 € pour tous -
- Arrêt des menaces et du harcèlement contre le personnel -
- Contrats à temps complet pour tous -
- Cadence de 2 chambres/heure -
- Annulation de toutes les sanctions contre le personnel.

Espalioux, PDG d'Arcade (dont le bénéfice est estimé à 474 millions d'Euros en 2001), a pendant ce temps toujours espoir, en agitant même au début de la lutte la carotte du paiement des jours de grève, de faire reprendre le travail. Mais malgré le harcèlement continu du patronat et de la police durant les diverses phases de la lutte, malgré toutes les difficultés à surmonter dans ce long combat, les grévistes ne cèdent toujours pas.

Finalement, début décembre, Arcade signe un protocole d'accord avec les syndicats sur les contrats avec ses prestataires afin que les salariés de la sous-traitance soient traités

comme les siens, et met sur pied une chartre interdisant à la sous-traitance le travail à la tâche (au nombre de chambres), obligeant à des périodes de formation professionnelle, à des cadences «raisonnables» et à payer les heures supplémentaires. Mais, dans le même temps, les syndicats CGC, CFDT, FO et CGT vont signer un autre accord avec Arcade autorisant une «procédure disciplinaire» contre ceux qui ne respecteraient pas les futures cadences, prouvant une fois de plus que les bonzes syndicaux sont dans le même camp que le patronat. Il s'agit ni plus ni moins de la part des appareils syndicaux que de tendre aux patrons le bâton qui frappera l'échine de ceux et celles qui se montreront trop indisciplinés aux yeux des patrons ou trop combattifs ou trop résistants aux harcèlements incessants. Les patrons auront ainsi une arme légale pour assurer leur arbitraire. La CGT Nettoyage se sera particulièrement mise en avant dans ce travail de collaboration et son allégeance aux patrons ne date pas d'aujourd'hui. Qu'on se rappelle notamment de sa position à la Comatec avec les nettoyeurs du métro (qui étaient aussi essentiellement des travailleurs immigrés ou d'origine étrangère) il y a quelques années.

Tout va se terminer le 3 mars dernier après **un an** de conflit. Les 27 grévistes reprennent le travail le lendemain en obtenant, dans un accord signé que la direction voulait garder «secret» pour éviter qu'il ne donne de «mauvaises idées» aux autres prolétaires du groupe, les points suivants :

- Tous les contrats sont portés à 130 heures par mois -
- 7 licenciés sont réintégrés, la 8ème est en cours de réintégration -
- Les poursuites judiciaires sont annulées -
- Les sanctions sont levées contre toutes les grévistes -
- Des primes de chantier sont accordées -
- Les 12 mois de grève sont payés à raison de 35% du salaire.

Seul reste flou le point portant sur les cadences de travail. Mais, pour cette longue lutte d'usure cela reste une victoire.

Cette lutte aura très vite des échos puisque, début mars, des grèves émergeront au sein du personnel de nettoyage comme à La Baule ou à la Guadeloupe (où Accor a menacé à grand bruit de se retirer à cause de la combativité des prolétaires), en attendant peut-être d'autres dans un secteur où l'organisation de la lutte est difficile et où les traditions prolétariennes sont faibles.

(à suivre)

(Par manque de place dans ce journal, la deuxième partie de cet article sur la lutte des travailleurs indiens des chantiers navals de St-Nazaire, chez AVCO, est reportée au prochain numéro)

La Turquie, poubelle de l'Europe

La Turquie a récemment vu son entrée au sein de l'UE rejetée ses pays membres. On nous a longuement « informé » sur les raisons de cet échec pour ce pays musulman membre de l'OTAN qui frappe à la porte de l'UE depuis plus d'une décennie. Mais, à l'exception de quelques minuscules lignes perdues au sein des articles de la presse écrite, les médias n'ont pas dit un mot sur une des raisons qui obligent ce pays, où les femmes ont eu le droit de vote avant la France, à rester pour une nouvelle période indéfinie au «purgatoire» avant d'accéder au «paradis» des Etats-Unis d'Europe en construction. Normal car cela aurait été malvenu surtout avec les accidents maritimes relatés ici.

Ainsi donc, parmi les points qui lui auraient bloqués l'entrée, il y a le fait que cet Etat géopolitiquement stratégique doit améliorer ses normes environnementales. Or, il se trouve qu'il sert de poubelle maritime à l'Europe. En effet, l'UE y envoie des déchets toxiques - comme l'Italie (1) - et surtout une grande partie de ses épaves flottantes à l'instar du *Prestige* qui effectuait normalement son dernier voyage avant d'être démantelé dans les célèbres chantiers d'Aliaga où 50% des navires qui y sont justement démantelés proviennent des pays de l'UE et ont généralement un fort taux de matériaux toxiques.

On reconnaît là toute l'hypocrisie des dirigeants des Etats de l'UE et plus particulièrement de ceux des Etats leaders et surtout de ceux des deux touchés par la marée noire du *Prestige* qui n'hésiteront pas à presser la

Commission Européenne Maritime à prendre rapidement des mesures à l'encontre des navires poubelles sillonnant les eaux européennes et qui en décèleront aussitôt 66 dont, comme par hasard, 29 sous pavillon turc. Comme l'«antifasciste» Chirac qui, comme chacun sait, est un monsieur très propre au-dessus de tout soupçon, qui réitérera ses attaques contre «les voyous des mers» et «le manque de transparence» dans le transport maritime!

Deux exemples récents, parmi tant d'autres, le prouvent. Le premier est espagnol et le chasseur Aznar était déjà chef du gouvernement. 3'500 t de cendres toxiques provenant de centrales thermiques ibériques sont expédiées en décembre 99 vers l'Algérie pour y être insérées dans des matériaux destinés à la construction d'un barrage. Mais l'Algérie refuse ces déchets. Alors, comme le navire le transportant est évidemment une épave flottante et comme la toujours plus écologique (chez elle bien sûr) UE permet aux propriétaires des navires d'exporter pour démantèlement des navires bourrés de matières toxiques, le *MV Ulla* se retrouve comme par enchantement dans un port turc où il réside toujours depuis et où il risque de couler, ce qui créerait une catastrophe écologique considérable, vu son état de rouille très avancé. Car l'affaire est au point mort du fait que la société espagnole tente tous les recours inimaginables que la justice lui permet d'obtenir afin de ne pas payer.

Le second est français avec le *Sea Beirut* dont l'histoire va mettre la France dans l'em-

barras. Le 16/04/02, ce navire hors d'usage battant FOC libérien quitte le Port Autonome de Dunkerque mais tombe aussitôt en panne. Son propriétaire libérien également, la *Lane Holding SA*, ne voulant s'ennuyer avec, l'abandonne alors au PAD. Le *Sea Beirut* devient de ce fait français. Sitôt réparé, ce fardeau est envoyé vers sa destination prévue : le port d'Aliaga pour y être démantelé. Mais voilà, il a toujours de l'amiante (2) et en grande quantité. Comme par hasard, aucune autorité française ne savait qu'il n'avait pas été désamianté auparavant. La France, en devenant exportateur de ce navire et d'une matière dangereuse classée dans la liste rouge des réglementations européennes et internationales, notamment de la législation de l'UE et de la Convention de Bâle qui obligent chaque acteur exerçant un droit sur le navire à informer les services environnementaux des pays propriétaires et d'accueil, va donc violer les droits turcs, européens et internationaux.

C'est à la suite d'une action orchestrée par les petits-bourgeois de Greenpeace que le ministre de l'Environnement de Turquie ordonne une enquête et une analyse; à la suite de ses résultats, il demande au responsable et coupable, l'Etat français, de rapatrier l'épave flottante. Mais le donneur de leçons devant l'éternel va répondre par l'intermédiaire de son ambassadeur à Ankara que la France «n'accepte pas d'être responsable». Depuis, une bataille juridique est engagée avec comme résultat immédiat mais non définitif (bien qu'on se doute de ce qu'il sera): le statu quo.

On peut voir que le transport maritime n'est pas plus propre dans nos pays «civili-

sés» et on peut comprendre pourquoi le refus de l'UE d'intégrer la Turquie prochainement en son sein fait des heureux parmi nos chers bourgeois: ce pays peut, pour quelques années encore, rester une des poubelles maritimes et une des poubelles des impérialistes européens.

(1) En 1986 et 87, environ 3'000 fûts de déchets toxiques italiens sont envoyés en Roumanie mais il n'y a pas de site de stockage dans le pays de Ceauceuc qui les refuse. On les réembarque donc mais comme il faut s'en débarrasser, on les coule incognito au large de Samsun. Malheureusement, certains de ces fûts sont pris par des pêcheurs et d'autres rejetés par la mer sur les côtes turques. Un scandale éclate mais le mal est fait, la mer Noire subit une contamination depuis, une parmi tant d'autres qu'on ne connaît pas.

(2) Il faut noter que tout navire possède de l'amiante à son bord et notamment dans ses machines. Ce matériau reste l'un des principaux et meilleurs isolants encore aujourd'hui ; mais peut-être que son éternelle présence est surtout due à son coût. Quant au désamiantage, comme il nécessite de nombreuses précautions et que l'amiante est surtout dangereux lors de sa manipulation, les chances de voir des chantiers navals comme celui d'Aliaga disparaître sont minimes et on peut même affirmer qu'ils ont encore de beaux jours devant eux et qu'ils se multiplieront si l'UE applique réellement les lois Erika.

Précisions à propos d'un site Internet:

Nous avons reçu ces derniers temps plusieurs demandes de renseignement à propos d'un site internet où se trouvent des textes de notre courant et des articles de notre presse. Il s'agit de www.sinistra.net. Sous-titré «The online archives of the Communist Left», ce site se présente comme une «Bibliothèque de la Gauche Communiste» où sont publiés dans plusieurs langues des textes d'Amadeo Bordiga ainsi que du matériel de différents groupes qui s'y réfèrent.

La page d'accueil du site donne le sens de cette initiative. Il y a en effet écrit en 6 langues l'intitulé suivant: **Adresses du Parti Communiste International**, suivi des adresses de divers groupes; chacune des publications de ces groupes a une page qui contient un nombre variable d'articles. La sélection des groupes et des articles relève de la seule responsabilité des administrateurs du site, qui n'en indiquent pas les raisons.

Il nous faut préciser tout de suite que non seulement nous n'avons aucune responsabilité dans ce site (à part le fait d'y envoyer notre presse, comme nous le faisons pour n'importe quelle librairie ou kiosque bourgeois qui l'accepte), mais que nous critiquons comme **facteur de confusion** la façon dont il est construit.

Nous n'avons naturellement rien à redire si quelqu'un prend l'initiative de constituer sous une forme ou une autre des archives recueillant du matériel provenant de groupes politiques: la documentation peut être sans aucun doute utile pour l'activité politique ou le travail d'étude des positions des uns et des autres. Nos écrits divers ne sont pas couverts par un quelconque «droit d'auteur» et ils peuvent être recueillis, utilisés, cités, republiés par quiconque en éprouve le besoin, étant entendu que nous nous réservons évidemment le droit de critiquer l'utilisation politique qui en est faite et de combattre les éventuelles falsifications ou déformations auxquels ils sont soumis.

Si Sinistra.net se contentait d'être une bibliothèque virtuelle, un centre d'archives de textes souvent difficiles à trouver, nous n'aurions rien à lui reprocher. Mais il s'agit en réalité d'autre chose; toute l'organisation du site tend à faire croire à l'internaute qu'il existe une seule grande organisation - *le Parti Communiste International* - ou au

moins une seule grande aire homogène - *la Gauche Communiste* - dont les diverses organisations choisies par Sinistra.net et les différentes publications ne seraient que les fractions et les organes. Or il s'agit là d'un **faux** manifeste, d'une tentative de **tromper** l'internaute. Comment interpréter sinon qu'en dépit de leurs déclarations, les administrateurs du site se soient bien gardés de publier aucun de nos articles de critique d'autres organisations et qu'ils aient refusé de faire les modifications que nous leur avions suggérées afin de dissiper toute équivoque?

L'existence séparée de ces organisations («Il Programma comunista», «Il Partito Comunista», les «Quaderni internazionalisti/N+1» de Turin, le groupe de Schio qui publie le bulletin «Partito Comunista Internazionale», «El Comunista» de Madrid et nous) n'est pas due au hasard ou à un regrettable malentendu, mais à des différences politiques substantielles. Nous critiquons les différents regroupements politiques qui se réclament aujourd'hui à des degrés divers de la Gauche communiste dite d'Italie (qu'ils fassent partie ou non des *nommés* de sinistra.net) parce qu'ils sont en rupture sur tels ou tels points avec les positions marxistes correctes, et nous les critiquons publiquement. Nous n'ignorons pas que des néophytes peuvent croire en toute bonne foi que seules des nuances secondaires nous séparent des uns et des autres et que notre refus d'envisager des rapprochements ou des actions communes peut alors leur apparaître comme du sectarisme. Nous savons aussi que d'autres spéculent sur cette bonne foi pour faire passer leur confusionnisme politique.

La clarté politique est fondamentale pour le parti révolutionnaire et des divergences qui semblent être à première vue de simples nuances cachent souvent de véritables abîmes. Le prolétariat est confronté à d'innombrables partis qui se disent «socialistes», «communistes», «marxistes» ou «révolutionnaires» et qui n'œuvrent en réalité que pour la bourgeoisie. Une des tâches vitales du parti révolutionnaire est bien entendu la critique impitoyable des positions et des actions du collaborationnisme réformiste traditionnel; mais il est tout aussi important de faire la critique approfondie des positions et des actions des organisations qui se procla-

ment révolutionnaires, souvent plus dangereuses parce que moins faciles à démasquer. Et en particulier nous défendons la nécessité de mettre en lumière les différences programmatiques, politiques, tactiques, etc., entre les divers groupes faisant partie apparemment d'un même «camp politique», d'un même «milieu prolétarien», d'une même «Gauche communiste» alors qu'ils sont divisés par des divergences fondamentales et irréconciliables.

Le futur parti compact et puissant de demain ne naîtra pas de l'unification ou de la réunification d'organisations politiquement hétérogènes (quelles que soient leurs étiquettes); il naîtra en résultat dialectique de l'activité de l'organisation qui pourra polariser autour d'elle les poussées prolétariennes parce qu'elle aura su respecter dans tous les domaines de son activité la fidélité la plus absolue aux principes et aux positions politiques et programmatiques communistes, rejetant l'illusion de se renforcer et d'accroître son rayon d'action par des expédients et des compromis. Vouloir augmenter artificiellement les forces révolutionnaires en estompant les divergences politiques, est une pratique aussi fréquente que dangereuse car elle signifie freiner la clarification politique. Quelles que soient les raisons qui sont avancées (même et surtout quand est invoqué le caractère prétendument «exceptionnel» ou «urgent» de la situation), elle revient en définitive à entraver le processus de maturation politique au sein du prolétariat et par conséquent à freiner la constitution du parti.

La dénonciation et la lutte contre le confusionnisme politique sous toutes ses formes est par conséquent une tâche indispensable qui ne souffre aucune exception.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse :
Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI

(extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Faubourg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvoire», 3 rue de l'Ente / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux du Vieux Port / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / Librairie-journaux, 1, Place du Parlement / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**